

L'école républicaine et les petites patries

[Jean-François Chanet]

Autor(en): **Sardez, Muriel**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **49 (1999)**

Heft 1: **Mobilité spatiale = Räumliche Mobilität**

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Jean-François Chanet: **L'école républicaine et les petites patries**. Paris, Aubier, 1996, 427 p.

Si, en Suisse, la diversité des institutions scolaires est souvent présentée comme une évidence politique et historique, en France prévaut l'image d'un système d'enseignement unifié qui, dès la Révolution mais surtout à partir de la Troisième République, a diffusé les principes d'une idéologie nationale et a contribué de façon essentielle à éradiquer les cultures locales. Cette opposition se réfère comme naturellement à la centralisation différenciée des structures étatiques. Or, dès que l'on porte un regard moins institutionnel sur l'histoire des organisations scolaires, ce contraste initial n'apparaît plus aussi marqué. Il fait place à des questionnements renouvelés sur la portée et les moyens de l'action étatique dans le domaine de l'enseignement et dans le processus de construction des identités nationales.

Avec son travail, Jean-François Chanet ne conteste pas que dans les dernières décennies du 19^e siècle l'école primaire ait socialisé les individus qui l'ont fréquentée à devenir des citoyens français. Prenant au contraire ce rôle très au sérieux, il observe comment cette transformation a pu s'accomplir dans les interactions entre administration et maîtres, entre maîtres et élèves. Après l'étude des archives départementales, des revues que lisaient les enseignants/enseignantes et des questionnaires remplis par 827 représentants de la profession aujourd'hui à la retraite, les contradictions et les conflits qui ont accompagné la nationalisation du système éducatif républicain jusque dans les années 1940 ne peuvent plus être ignorés. Au niveau des pratiques scolaires quotidiennes, il apparaît que les agents de l'enseignement, qu'ils soient hommes politiques, inspecteurs d'académie ou instituteurs, n'ont pas pu, ni même forcément souhaité, imposer une politique et des connaissances scolaires uniformes, abstraites des contextes locaux. Opérer un tel renversement de perspective pour le contexte helvétique de la fin du 19^e siècle reviendrait plutôt à se demander si une certaine uniformisation des institutions scolaires cantonales ne s'y est pas produite, la souveraineté des élites cantonales ne résistant pas à des processus structurels – tels l'allongement de la scolarisation – et aux contraintes engendrées par une dépendance accrue entre les différentes «parties» du pays – des possibilités de comparaison instaurées par les épreuves pour les recrues aux réunions entre directeurs de l'Instruction publique.

Pour rendre compte des ambivalences structurelles et idéologiques qui ont procédé au développement de l'organisation scolaire républicaine, pour montrer qu'elle a contribué à fonder des sentiments d'appartenance doubles oscillant entre «La France» et les «petites patries» (au sens d'environnement familial et de réseaux de sociabilité de proximité), Jean-François Chanet va étudier d'une part la formation et l'origine des instituteurs, d'autre part les moyens d'enseignement et leur contenu. Il note dès l'introduction que les Républicains ont inscrit leurs conceptions éducatives dans deux perspectives pas aisément compatibles, le renforcement de la «paix sociale» et celui du «sentiment national». Il s'agissait de mettre en œuvre une politique scolaire qui tendait à l'émancipation et à l'ascension sociales des individus, à la modernisation de leurs croyances, en même temps qu'elle préservait la stabilité des hiérarchies et de l'ordre établis. La constitution de valeurs nationales et le processus d'intégration à la nation devaient résoudre ce dilemme. Dans cette logique, le recrutement socio-géographique des instituteurs, leur mobilité et/ou leur enracinement régional, ont constitué des problèmes centraux: la centralisation des écoles normales à l'échelle départementale, qui ne s'est

pas faite sans débats et résistances, a répondu à la nécessité de former un «corps» enseignant acquis et redevable aux principes nationalo-républicains mais ne reniant pas pour autant ses origines locales. Cette double affiliation, cette double insertion a été la condition à laquelle les instituteurs une fois en poste ont rempli une fonction de médiation entre pratiques anciennes et innovations administratives, aussi bien dans le cadre de leur travail pédagogique que dans l'exercice d'activités annexes, par exemple le secrétariat de mairie.

Ces processus d'échanges et d'adaptation entre échelles nationale et locales se retrouvent dans la substitution du français aux langues régionales, cet enjeu crucial à partir duquel les représentations collectives et les travaux historiques concluent généralement à la force homogénéisatrice des institutions scolaires et à l'imposition brutale de normes centrales. Les apports des deux chapitres consacrés à cette décisive et délicate transition vont, ici aussi, de l'interrogation globale à la nuance empirique. En rappelant qu'il a fallu près de quarante ans pour que les patois disparaissent (et encore pas complètement), en se demandant si leur déclin ne doit pas plus à des transformations économiques et sociales qu'au rôle proprement contraignant de l'école (leur usage devenant désavantageux et pas seulement interdit), Jean-François Chanet relativise le pouvoir d'acculturation des institutions scolaires. Il montre de plus que les autorités administratives dans leurs prescriptions, les pédagogues dans leurs théories de l'apprentissage du français en situation de bilinguisme, les maîtres dans leurs relations avec les élèves et les parents, n'ont pas tous visé la suppression radicale des parlers régionaux. Ne serait-ce que parce qu'il était impossible de faire du jour au lendemain cours en français à des écoliers qui ne le comprenaient pas... Dans un même souci de familiarisation, la transmission de connaissances géographiques, historiques et littéraires nationales, outre qu'elle ne s'est pas effectuée avec une rigueur et sous un contrôle de tous les instants, s'est aussi appuyée sur la glorification de l'environnement et des traditions locales, surtout après la Première Guerre mondiale.

L'ouvrage de Chanet plaide en faveur d'un examen plus détaillé des logiques à travers lesquelles se constitue et s'implante une culture nationale et, par conséquent, pour une appréhension moins fonctionnaliste et unilatérale de la place des structures scolaires dans ce processus. Bien qu'elles se présentent parfois sous la forme d'une restitution trop littéraire des faits, les révisions opérées dans ce travail incitent à repenser les relations complexes entre la constitution d'un espace national et le traitement des diversités régionales, à partir de la France républicaine. L'auteur part du principe, très salutaire, que la vision d'un Etat centralisateur puisant, attaché à détruire les particularités régionales à l'aide de l'école, a plus à voir avec les luttes entre partisans de l'unité nationale et défenseurs des identités traditionnelles (avec leurs aspirations et leurs propriétés sociales respectives) qu'avec une analyse historique des changements initiés par les institutions scolaires. Pourtant, pour que sa relativisation du dogmatisme et de la brutalité du régime républicain ne passe pas à son tour pour une réhabilitation, il faudrait que l'analyse précise mieux quels mécanismes de contraintes symboliques et matérielles ont été à l'œuvre dans et hors de l'école. Est-il postulé que, quel que soit le type d'organisation étatique et de régime politique, le pouvoir des institutions et des agents étatiques trouve des limites, soit dans la complexité des interactions entre acteurs sociaux, soit dans des évolutions échappant à une gestion planifiée? Ou ce constat vaut-il uniquement pour la situation du système d'enseignement sous la Troisième République? De plus, commodément regroupées sous l'appellation «petites pa-

tries», les fameuses diversités régionales sont évoquées comme des références discursives, sans être objectivées et distinguées entre elles.

Ces interrogations me paraissent importantes à prendre en compte pour mener des recherches sur les structures scolaires en Suisse. Ici aussi, on a noté leur rôle dans la diffusion d'une idéologie nationale tout en insistant sur l'autonomie et les spécificités des institutions cantonales. Considérée comme un avatar naturel d'une idéologie et d'une organisation fédéralistes, cette tension n'a pas semblé devoir être explicitée. La redécouverte de la complexité du processus de nationalisation en France engage à la problématiser, dans le sens d'une étude du fonctionnement des marchés scolaires et politiques qui impliquerait d'analyser, par exemple, les impacts du recrutement cantonalisé des enseignants. *Muriel Surdez, Berlin*

Walter L. Hixson: **Parting the Curtain. Propaganda, Culture, and the Cold War, 1945–1961.** New York, St. Martin's Griffin, 1998, 283 S., 8 Abb.

Der Kalte Krieg stellte eine ideologisch-territoriale, militärisch-strategische und ökonomisch-propagandistische Konkurrenz zwischen den USA und der Sowjetunion dar. Während die ersten beiden Komponenten des Ost-West-Konflikts von der historischen Forschung detailliert analysiert worden sind, haben Propagandamassnahmen und besonders die kulturpolitischen Rivalitäten bisher verhältnismässig wenig Beachtung gefunden.

Der amerikanische Historiker Walter L. Hixson setzte sich das Ziel, mit seiner Monographie über «American propaganda and cultural infiltration targeting Eastern Europe and the Soviet Union from the end of World War II through the Eisenhower years» (S. ix) die bestehenden Forschungslücken zu schliessen. Als Quellen dienten Hixson bisher nicht bearbeitete Dokumente des State Department, der U.S. Information Agency, aus den Präsidenten-Bibliotheken von Truman und Eisenhower sowie vereinzelt aus sowjetischen Archiven.

Hixson gibt schon ganz zu Beginn seiner Studie zu verstehen, dass sowohl die psychologische «Kriegsführung» als auch die kulturelle Propaganda in ihrer Bedeutung neben dem enorme Ressourcen verzehrenden Rüstungswettlauf verblassten: «[C]ultural initiatives remained on the margins of U.S. diplomacy» (S. xiii). Der Autor vermag jedoch zu demonstrieren, dass die Wirkung der Propaganda auf das politische System und die Gesellschaft der Sowjetunion keineswegs zu vernachlässigen war.

In einem ersten Kapitel gibt Hixson einen kurzen Überblick über die psychologische Kriegsführung der USA im Ersten und Zweiten Weltkrieg. Zudem zeigt er auf, dass es den verantwortlichen Regierungsstellen in der unmittelbaren Nachkriegszeit an der finanziellen Unterstützung und der politischen Rückendeckung fehlte, um die Propagandaaktivitäten nahtlos weiterzuführen. Erst im Kontext von NSC 68 im April 1950 schenkte die Truman-Administration der Propaganda wieder grössere Aufmerksamkeit. Der amerikanische Senat forderte nun sogar einen «Marshall Plan in the field of ideas» (S. 15). Bürokratische Dispute um Zuständigkeiten erschwerten jedoch den Wiederaufbau eines leistungsfähigen Propagandaapparates.

Im zweiten Kapitel geht Hixson der Geschichte von Voice of America nach. Insgesamt, kommt der Autor zum Schluss, sei das Radioprogramm ein grosser Erfolg gewesen und habe das «most effective tool in Western efforts to challenge Eastern Europe and the USSR itself» dargestellt (S. 51).